

«Nos décideurs politiques doivent créer un comité parlementaire soutenu par les principaux acteurs du secteur privé et travailler avec des experts géopolitiques internationaux pour concevoir notre stratégie géopolitique CIA pour cette nouvelle décennie et au-delà»

AMIT BAKHRTA, Fondateur & CEO d'ANNEAU



La stratégie géopolitique CIA de Maurice dans un nouvel ordre mondial

ALORS QUE NOUS entrons dans cette nouvelle aube de notre histoire économique et politique, nous ne pouvons qu'une fois adopter une attitude humble face au manque évident de direction socio-économique de notre pays dans un monde de plus en plus complexe en géopolitique. Notre faible état d'affaires et notre production économique inférieure à la normale sont des signaux d'alarme clairs, forts et incontestables. Et pourtant, nous restons incapables. Notre économie s'effondre et prend le coup d'un manque de prévoyance, d'action stratégique mais surtout, de faiblesse géopolitique régionale et mondiale. Compte tenu de notre taille marginale, nous aurions dû être un sage partenaire géopolitique régional pour les géants de ce monde, et plus encore. Pourtant, nous n'avons pas de stratégie géopolitique claire, stimulante et plausiblement gratifiante aujourd'hui (aucune à notre connaissance, du moins !). Quand allons-nous ?

UNE STRATÉGIE SIMPLE : LA CIA (LA CHINE, L'INDE ET L'AFRIQUE - VICE VERSA)

En toute humilité, nous avons, à plusieurs reprises et dans les médias, exprimé pourquoi une stratégie géopolitique CIA a un sens intellectuel et surtout socio-économique pour notre petite économie de 11 milliards d'USD. La Chine et l'Inde, ce sont 2,6 milliards de consommateurs et l'Afrique, 1,3 milliard de consommateurs supplémentaires ; au total, environ 4 milliards d'âmes (soit plus de la

moitié (50 %) de notre population mondiale !). De quels autres chiffres une personne réfléchie peut-elle avoir besoin ? Quel business plan est nécessaire ? (Aucun - a.c.c. Nada !).

Vers le milieu des années 30, la Chine pourrait atteindre la domination économique mondiale (elle y est déjà à 67 % - le PIB de la Chine à 14,34 milliards de dollars représente 67 % du PIB de 21,43 milliards de dollars des États-Unis. Le premier croît de + 5 % en moyenne pour les prochains 15 ans et le dernier, environ + 1,5 %. Eh bien, les mathématiques pures vous y mènent), la domination militaire (ralentir, c'est là où l'administration Biden et sa politique étrangère en Chine semblent se concentrer pour l'instant avec leur Force militaire dirigée par Ely Ratner ; oui le militaire américain qui conseille sur la politique étrangère !); qui peut également conduire de manière plausible à une domination socioculturelle mondiale (oui, les États-Unis et le monde développé ont clairement influencé la culture mondiale au cours du siècle dernier, mais à partir de celui-ci, ce seront probablement les 'Aséatiques') et la durabilité du système économique dite communisme-capitalisme (clairement

pas l'incarnation du Manifeste du Communisme de 1948 des puristes et des marxistes).

Les questions critiques, maintenant que nous comprenons le potentiel énorme, sont les suivantes : Comment pouvons-nous faire en sorte que les IDE de ces deux pays asiatiques circulent en Afrique, et vice-versa ? De quel type de ressources fiscales, structurantes, juridiques, de conformité, bancaires et non bancaires, intellectuelles, culturelles, technologiques, de santé et en capital avons-nous et devons nous bâtir ; en tant que nation compétitive ? Et donc l'identification des besoins pour attirer ces flux de capitaux ?

Quel serait notre avantage concurrentiel (désolé, nous ne savons pas si notre fuseau horaire, notre main-d'œuvre bilingue et académique et notre présence géographique suffisent (les chiffres ne mentent pas) ? Pourquoi une autre juridiction plus forte et plus efficace comme Singapour, Dubai, les Pays-Bas, les Îles Caïmans, même les États-Unis, Hong Kong, entre eux-mêmes (avec leur stratégie de juridiction à faible fiscalité intra-pays) ne continueront-ils pas à nous surpasser de mille ? Comme dans toutes les interac-

tions humaines, les relations bilatérales avec d'autres pays ; surtout ceux qui sont beaucoup plus forts économiquement que nous, prennent du temps pour bâtir et bonifier. Pourquoi une superpuissance aiderait-elle à utiliser notre juridiction ? Que reçoit-elle en retour ? Que lui apportons-nous que les autres, pas (notre avantage concurrentiel) ? Les déjeuners gratuits sont rares dans la nature. Extrêmement rares.

LES CHIFFRES NE MENTENT PAS !

Le C de la CIA commence donc par le géant. Les I et A représentent aujourd'hui un PIB combiné de 6 000 milliards d'USD (environ 20 % du PIB européen de 15 400 milliards d'USD) tandis que la CIA représente un PIB combiné de 19 000 milliards d'USD (et donc 107 % du PIB européen !). N'est-il pas logique que notre stratégie géopolitique intègre ces trois géants ?

Le graphique d'Anneau décrit clairement les résultats sous-jacents, l'état actuel des choses de notre stratégie géopolitique mondiale extrêmement faible. Les IDE entrants et sortants de Maurice (à l'exclusion des flux GBC) en pourcentage du PIB sont représentés ici. Cela nous montre simplement combien d'autres pays investissent à Maurice et combien, en tant que nation (secteur privé et dans une moindre mesure, secteur public), investissons et développons-nous à l'étranger (pour faire court : presque rien !).

Oui, de toute façon, depuis les différends commerciaux entre

USUELLEMENT, LE FAIT DE
CONSIDÉRER UN PROBLÈME DE
TROP PRÈS ET DE L'INTÉRIEUR
AVEUGLE COMPLÈTEMENT LA
VUE D'ENSEMBLE...

Qu'ils soient entrants ou sortants, les IDE sont en baisse

(IDE en roupies entrant et sortant par rapport au PIB en 2010, en % excluant les GBCs)



Sources : Bank of Mauritius, statistique Mauricie et compilation des analystes d'Anneau
© 2021 Anneau Ltd. Tous les droits sont réservés.

les États-Unis et la Chine, les IDE chinois dans le monde ont chuté en général depuis 2016. Les répercussions de la pandémie dirigée par Covid-19 ont compliqué et presque stoppé l'activité mondiale des IDE de 2 000 milliards de dollars à environ 1 200 milliards de dollars en 2020 (1 500 milliards de dollars en 2019 – merci les États-Unis ! Avant que Trump ne se frotte avec les Chinois, c'était de \$ 2 000 milliards déjà en 2015 ! Pas étonnant qu'il n'ait pas eu son second mandat!). Malgré cela, nos IDE régressent depuis une décennie maintenant (donc, esquivons l'année biaisée de la Covid).

Comme évoqué, si nous avons besoin de flux de capitaux et d'investissements dans notre pays, il est donc dans notre humble intérêt de faciliter également les flux sortants vers ces pays (rappelez-vous l'hypothèse du déjeuner gratuit ?). Eh bien, il n'est pas étonnant que notre économie et le secteur privé stagnent (relativement) depuis des décennies maintenant, incapables de générer suffisamment de flux de trésorerie disponibles et d'intellect local pour se développer au-delà de nos frontières. Et donc, nous notons que l'IDE sortant vers les pays de la CIA était à peine de

2,3 milliards de roupies en 2010 (c'est un maigre et insignifiant 0,80 % du PIB et représentait 57 % de notre total d'IDE sortant, qui lui-même représentait environ 1,3 % de notre PIB. Eh bien, pas étonnant que notre PIB soit anormalement «localisé» et que notre déficit courant s'aggrave). 2020 et notre IDE sortant sur le PIB avait chuté à 0,30 % (Oui, Covid-19). En 2019, il représentait 0,80% du PIB (sans Covid-19). Par conséquent, nous avons sous-investi à l'étranger au cours de la dernière décennie (probablement depuis bien avant) et cela se ressent dans notre croissance économique, qui stagne.

La Chine, l'Inde et l'Afrique sur une base combinée ont donc enregistré 5,1 milliards de roupies d'IDE à Maurice en 2010 (cela représentait à peine 1,7 % de notre PIB et 37 % du total des IDE entrants en 2010). Dix ans plus tard et ce chiffre était tombé à 1,9 milliard de roupies (sur 9 mois jusqu'en septembre 2020 ; représentant ainsi 0,40 % du PIB et 20 % du total des IDE entrants). En 2019, c'était six milliards de roupies. La tendance nette, ajustée à l'inflation globale, est inquiétante. «Forget the blame, play the game»

Il est toujours extrêmement difficile d'identifier le principal

coupable dans cet exercice et nous devons donc éviter le jeu de blâme ! Si l'État lui-même n'a pas une vision géopolitique claire soutenue par une stratégie réalisable (qui peut être mise en œuvre), le secteur privé est seul dans les hautes eaux du large (où les privilèges 'exorbitants' locaux ne sont plus disponibles et donc où notre compétitivité réelle soit brille soit grille). Mais si la dynamique ne vient pas du secteur privé (oui, les lobbies travaillent pour des privilèges 'exorbitants locaux' et peuvent, pour une stratégie offshore également), alors l'État est 'lent' dans sa politique étrangère et dans la construction de liens diplomatiques et économiques. Plutôt que de savoir qui devrait passer en premier, nos politiques étrangères internationales doivent évoluer; et cela ne sera jamais efficace sur le plan géopolitique, à moins qu'il n'y ait une volonté incontestable de l'État et du secteur privé de vouloir y arriver.

ESSAYONS

Dans un monde géopolitiquement volatil, incertain, complexe et ambigu, l'environnement commercial dans lequel les pays et les entreprises mondiales évoluent est défini par des perturbations constantes et les décideurs poli-

tiques ainsi que les chefs d'entreprise doivent être confiants pour faire des choix stratégiques au milieu de l'incertitude. La géopolitique est au cœur de nos plus grandes préoccupations et leur clarification par les décideurs (au niveau de l'État) permet clairement aux entreprises de répondre au paysage géopolitique d'aujourd'hui.

Nos décideurs politiques doivent créer un comité parlementaire soutenu par les principaux acteurs du secteur privé et travailler avec des experts géopolitiques internationaux pour concevoir notre stratégie géopolitique CIA pour cette nouvelle décennie et au-delà. Y arriver prendra du temps, mais au fur et à mesure que nous construisons nos relations bilatérales (plus objectiviste avec des flux matériels prédéfinis), la forme commencera à prendre 'forme', éventuellement. Si nous ne commençons jamais, nous, en tant que nation, deviendrons de moins en moins compétitifs et, comme toujours, nos chiffres refléteront la même chose; et avec elle, la prospérité dégradante de notre pays.

«L'Afrique, y compris le monde émergent, reste pleine d'inefficacité; et donc, ce sont là les opportunités...». Jack Ma.